



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°12 2026

## Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Quelle incidence pour les exportations de la sortie du statut de PMA ?
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 ;
- ❖ **Inde** : La croissance industrielle de l'Inde progresse à 5,2% en février ;
- ❖ **Népal** : Hausse des flux d'aides publiques au développement au cours du dernier exercice ;
- ❖ **Pakistan** : FMI- Accord des services (Staff level agreement – SLA) sur les revues des programmes en cours ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le chômage reste contenu.

### À RETENIR

**17,5 Mds**

Estimation des pertes cumulées  
d'exportation pour le Bangladesh liées à sa  
sortie du statut de PMA

# Bangladesh

## Quelle incidence pour les exportations de la sortie du statut de PMA ?

Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), la sortie du statut de pays les moins avancés (PMA) pourrait entraîner une perte cumulée d'environ 17,5 Mds USD d'exportations pour le Bangladesh. Ces pertes estimées représentent près d'un tiers des exportations totales du Bangladesh, qui s'élevaient à 54,8 Mds USD en 2023. Cette estimation repose principalement sur la disparition progressive des préférences commerciales dont bénéficie actuellement le pays sur les marchés internationaux.

L'impact serait particulièrement marqué dans le secteur du textile et de l'habillement, pilier des exportations bangladaises, représentant environ 90 % des exportations de biens et qui dépend fortement d'un accès préférentiel aux marchés développés.

L'UNCTAD souligne toutefois que ces pertes potentielles peuvent être atténuées par des mesures d'adaptation, notamment la diversification des exportations, la montée en gamme des produits et la négociation d'accords commerciaux préférentiels post-graduation. La préparation à cette transition apparaît donc déterminante pour limiter les effets négatifs sur la balance commerciale et la croissance.

Le risque est particulièrement concentré sur le marché européen : environ 77 % des pertes estimées seraient liées à l'érosion des préférences tarifaires dans l'Union européenne, qui accorde actuellement un accès en franchise de droits dans le cadre de l'initiative « Everything But Arms ».

Pour rappel, l'UE demeure de loin le principal marché d'exportation du Bangladesh, représentant près de 47 % des exportations en 2024, suivie des États-Unis (16,15 %), des autres marchés développés (15 %), ainsi que du Canada et du Japon (5,82 % combinés).

[Bangladesh LDC Graduation Export Loss | LDC graduation could cost Bangladesh \\$17.5b in exports: UNCTAD | The Daily Star](#)

## La BAsD accorde un soutien budgétaire au Bangladesh pour pallier les chocs liés au conflit au Moyen-Orient

La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit d'accorder au Bangladesh un soutien budgétaire d'environ 1 Md USD afin d'atténuer les pressions économiques liées au conflit en cours au Moyen-Orient. Les fonds, attendus entre mai et juin 2026, seront décaissés dans le cadre de deux programmes existants, dont les montants ont été ajustés pour répondre à l'urgence de la situation.

Dans le détail, l'enveloppe comprend environ 750 M USD au titre du programme de renforcement de la gestion économique et de la gouvernance, ainsi que 250 M USD pour le programme de résilience sociale. Ce soutien intervient alors que le Bangladesh cherche à mobiliser jusqu'à 2 Mds USD supplémentaires auprès de partenaires multilatéraux afin de sécuriser son approvisionnement énergétique et stabiliser son économie.

Au-delà de la BAsD, des discussions sont en cours avec plusieurs bailleurs internationaux, dont la Banque mondiale, la JICA, l'AIB et la Banque européenne d'investissement (BEI), dans un contexte de besoins de financement croissants. Les autorités soulignent que les pressions macroéconomiques se manifestent principalement à travers trois canaux : la hausse des coûts d'importation, le ralentissement des exportations et les incertitudes sur les transferts de fonds des travailleurs expatriés.

[ADB to provide \\$1b as Bangladesh seeks to cushion Mideast war shocks | The Business Standard](#)

## Dynamique contrastée des transferts de fonds, entre reprise et risques externes

Selon les données de la Banque centrale du Bangladesh, les transferts de fonds des travailleurs expatriés vers le Bangladesh ont enregistré une hausse de 7,4 % en glissement annuel, atteignant 2,83 Mds USD sur les 23 premiers jours de mars, contre 2,63 Mds USD un an plus tôt. Sur l'ensemble de l'exercice en cours (juillet à mars), les envois cumulés s'élèvent à 25,28 Mds USD, contre 21,12 Mds USD un an auparavant, confirmant une dynamique favorable des flux de devises.

Cette progression intervient dans un contexte de besoins accrus en devises pour financer les importations, notamment énergétiques, et contribue à soutenir les réserves de change ainsi que la balance des paiements. Toutefois, la trajectoire de ces flux reste exposée aux incertitudes liées à la situation économique et géopolitique dans les principaux pays d'accueil, en particulier au Moyen-Orient, d'où provient une part significative des envois de fonds.

Toutefois, ces perspectives positives sont exposées à des risques baissiers liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Cette région constitue la principale destination des travailleurs migrants bangladais, d'où provient près de la moitié des transferts et où se concentre environ 86 % des expatriés. Selon la Banque asiatique de développement, une intensification du conflit pourrait peser sur la demande de main-d'œuvre et les revenus des migrants, entraînant un ralentissement des envois de fonds et affectant à la fois les réserves de change et la consommation des ménages.

[Impact Of Middle East War On Bangladesh Remittance Earning | Bangladesh's remittance inflows may slow as Middle East conflict intensifies: ADB | The Daily Star](#)

## Pertes massives liées aux flux financiers illicites dans le commerce extérieur entre 2013 et 2022

Selon un rapport de Global Financial Integrity, le Bangladesh a perdu environ 68,3 Mds USD entre 2013 et 2022 en raison de flux financiers illicites liés au commerce international. Ces pertes, principalement dues à des pratiques de sous et surfacturation des échanges (trade misinvoicing), représentent en moyenne 6,8 Mds USD par an, soit environ 16 % du commerce total du pays.

Le Bangladesh figure ainsi parmi les dix pays les plus touchés en Asie en développement en termes d'écart de valeur commerciale. Une part significative de ces flux, environ 33 Mds USD, est liée aux échanges avec les économies avancées, notamment les États-Unis et l'Europe, soulignant l'intégration du pays dans des chaînes de valeur mondiales exposées à ces pratiques.

Ces flux illicites résultent principalement de manipulations des données commerciales visant à transférer des capitaux à l'étranger ou à réduire les obligations fiscales. Ils concernent à la fois

les secteurs exportateurs et les industries dépendantes des importations, révélant une vulnérabilité structurelle du système commercial bangladais.

Dans une perspective régionale, les pertes du Bangladesh apparaissent substantielles, bien qu'inférieures à celles de l'Inde, qui a enregistré plus de 1 060 Mds USD de flux illicites sur la même période. À titre de comparaison, le Sri Lanka présente un volume plus limité (environ 24 Mds USD), mais avec un impact économique proportionnellement plus élevé en raison de sa plus grande vulnérabilité.

À l'échelle asiatique, l'ampleur du phénomène demeure considérable : les flux financiers illicites liés au commerce ont atteint environ 1 690 Mds USD en 2022 dans les économies en développement, soulignant l'importance systémique de ces pratiques.

[Bangladesh loses \\$68b in illicit trade flows from 2013 to 2022: Report | The Business Standard](#)

## Bhoutan

### Indicateurs macroéconomiques pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026

Au début de l'année 2026, l'économie bhoutanaise fait face à une nette accélération de l'inflation en glissement annuel, qui atteint 5,8% en janvier, contre 3,1% un an auparavant. Cette progression est principalement imputable à la hausse des prix alimentaires, dont l'indice enregistre une augmentation de 7,3%. Parallèlement, l'inflation sous-jacente connaît également une remontée significative, passant de 1,2% à 5,8% sur la même période.

Sur le plan externe, les réserves de change s'établissent à 1,1 Md USD à fin janvier 2026, en légère progression mensuelle de 12 MUSD. Les transferts des travailleurs expatriés continuent par ailleurs de constituer un soutien essentiel à la balance des paiements, atteignant 343 MUSD à fin décembre 2025. Ces flux restent fortement concentrés, l'Australie représentant à elle seule 253,3 MUSD, loin devant les Etats-Unis et le Koweït.

Les recettes d'exportation d'hydroélectricité demeurent limitées, avoisinant 0,5 MUSD, tandis que les ventes sur le marché intérieur s'élèvent à environ 14,4 MUSD. En parallèle, les importations d'électricité et d'énergie solaire engendrent des coûts respectifs d'environ 17,8 MUSD et 0,4 MUSD, ce qui illustre le décalage avec le potentiel hydroélectrique du pays.

[RMA](#)

## Inde

### La croissance industrielle de l'Inde progresse à 5,2% en février

La production industrielle en Inde a augmenté de 5,2 % en glissement annuel en février 2026, contre 4,8 % en janvier, selon les données officielles publiées le 30 mars.

Cette progression s'explique principalement par la bonne performance du secteur manufacturier, qui progresse à un rythme de 6% en g.a. qui reste le principal moteur de l'activité industrielle. Les données gouvernementales indiquent que 14 des 23 groupes industriels du secteur manufacturier ont enregistré une croissance positive.

En revanche, les secteurs des mines et de l'électricité ont enregistré une croissance plus modérée, respectivement de 3,1% et 2,3%.

[India's industrial growth rises to 5.2% in February from 4.8% in January - The Economic Times](#)

## Dépréciation record de la roupie et resserrement monétaire

Le 30 mars 2026, la roupie indienne a atteint un niveau historiquement bas, franchissant pour la première fois le seuil symbolique de 95 roupies pour 1 dollar. Cette chute est principalement imputable à des opérations d'arbitrage réalisées par les entreprises entre des opérations onshore et offshore.

Parallèlement, la décision de la Banque centrale (RBI) de resserrer les limites sur les positions de change des banques a également participé à la perturbation du marché des devises. En effet, la RBI a ordonné aux banques de limiter leurs positions nettes ouvertes en devises à 100 M USD maximum par jour jusqu'au 10 avril 2026. Pour information, précédemment les banques pouvaient fixer leurs limites dans une fourchette allant jusqu'à 25% de leur capital. Ce durcissement intervient dans un contexte de chute de la roupie, et de sorties de capitaux étrangers.

Les réserves de change de l'Inde ont chuté de 11,4 Mds USDS, atteignant environ 698 Mds USD pour la semaine se terminant le 20 mars 2026, repassant sous le seuil des 700 Mds USD pour la première fois en plus de deux mois. La baisse s'explique principalement par une diminution de la valeur des réserves d'or ainsi que par des effets de valorisation liés aux fluctuations des devises.

Enfin, la RBI a décidé de prolonger jusqu'en juin 2026 les mesures de soutien au crédit export afin d'aider les exportateurs confrontés aux perturbations liées à la crise au Moyen-Orient. La durée maximale des crédits à l'exportation, avant et après expédition, est ainsi maintenue à 450 jours pour tous les financements accordés jusqu'au 30 juin 2026. Cette mesure s'applique aux banques commerciales, aux coopératives, aux institutions financières spécialisées et NBFC. Les exportateurs bénéficient désormais d'un délai de 15 mois pour rapatrier leurs recettes d'exportation, contre neuf mois en temps normal.

[Rupee sinks to fresh all-time low, breaches crucial 95 vs USD mark for first time - The Economic Times](#)

# Népal

## Hausse des flux d'aides publiques au développement au cours du dernier exercice

Le Development Cooperation Report 2024-25, publié par la division des relations économiques internationales du ministère des Finances népalais, met en évidence une hausse de l'aide publique au développement (APD).

Sur le dernier exercice, le Népal a reçu 1,6 Md USD d'APD, soit une hausse de 15,5% par rapport à l'année précédente. Cette progression traduit une augmentation des flux effectifs en provenance des partenaires de développement. En parallèle, les engagements ont atteint 2 Md USD à travers 33 accords conclus avec 12 partenaires.

La structure de l'aide reste largement dominée par les prêts. Sur les engagements, 79,1% correspondent à des financements sous forme de dette (1,57 Md USD), contre 20,9% sous

forme de dons (413,1 MUSD). Cette répartition se retrouve dans les décaissements : 66,9% en prêts (1,1 Md USD), 21,4% en dons (344,4 M USD) et 11,6% en assistance technique (187,2 M USD). Les prêts constituent ainsi la principale source de financement du budget de développement.

Les partenaires multilatéraux jouent un rôle central, représentant 68,1% des décaissements. La Banque mondiale est le principal bailleur avec 541 M USD, suivie de la Banque asiatique de développement (443,2 MUSD). Du côté bilatéral, l'Inde est le premier contributeur avec 108 MUSD

L'allocation sectorielle de l'aide se concentre principalement sur les infrastructures de transport (15,7%) et l'éducation.

[Development Cooperation Report 2024-25](#)

## Pakistan

### FMI - Accord des services (Staff level agreement – SLA) sur les revues des programmes en cours

Les autorités pakistanaïses et les services du Fonds monétaire international (FMI) sont parvenus à un accord (staff level agreement – SLA) portant sur la troisième revue de la facilité élargie de crédit (EFF) et la seconde revue de la facilité pour la résilience et la soutenabilité (RSF). Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration du Fonds qui devrait se tenir d'ici la fin avril, la validation de ces revues devrait permettre le décaissement de 1,2 Md USD (1 Md USD, équivalent à 760 M DTS via l'EFF et 210 M USD, 154 M DTS via la RSF), portant les décaissements cumulés dans le cadre de ces programmes à 4,5 Mds USD.

Les services du FMI soulignent les efforts réalisés par les autorités dans le cadre des programmes en cours, dont ils jugent la mise en œuvre globalement conforme aux objectifs. Les réformes ont permis de renforcer l'économie et de restaurer la confiance des marchés. Après la reprise observée au cours de l'exercice budgétaire 2025, l'activité économique a gagné en dynamisme au cours du début de l'exercice en cours. L'inflation et le déficit du compte courant sont restés contenus, et les réserves extérieures ont continué de se renforcer. Néanmoins, le conflit au Moyen-Orient pèse sur les perspectives : la volatilité accrue des prix de l'énergie et le resserrement des conditions financières mondiales risquent d'exercer une pression à la hausse sur l'inflation et d'affaiblir la croissance comme la position extérieure.

De leur côté, les autorités pakistanaïses se sont engagées (i) à maintenir le pays sur une trajectoire budgétaire soutenable (cible d'excédent primaire de 1,6% du PIB pour l'exercice 2026), (ii) accélérer les réformes fiscales structurelles (création d'un Tax Policy Office), (iii) réduire la pauvreté et augmenter les dépenses de protection sociale, (iv) poursuivre une politique monétaire restrictive pour contrer l'inflation, (v) assurer la viabilité du secteur énergétique, (vi) approfondir les réformes structurelles (gouvernance, réduction des inefficiences et distorsions de marché, alléger les charges réglementaires excessives, améliorer la productivité et soutenir le développement du secteur privé ; poursuivre les réformes des entreprises publiques et l'agenda de privatisation), (vii) renforcer la résilience climatique.

[IMF Reaches Staff-Level Agreement on the Third Review for the 37-month Extended Arrangement under the Extended Fund Facility \(EFF\) and the Second Review for 28-month Arrangement Under the Resilience and Sustainability Facility \(RSF\) – Pakistan](#)

## FMI - Négociations avec le FMI sur le budget 2027

Dans le cadre des négociations avec FMI sur le budget fédéral 2026-27, le FMI a proposé de porter l'objectif de recettes fiscales à 15,6 trillion PKR (49,5 Mds EUR), notamment en élargissant l'assiette fiscale par la suppression d'exemptions – en particulier sur les carburants et les logements neufs – et en introduisant de nouveaux prélèvements comme une taxe sur les installations solaires existantes et une taxe assise sur les actifs pour les petites et moyennes entreprises. Ces mesures visent à augmenter le ratio recettes fiscales/PIB à environ 11,3 %, au-delà des estimations gouvernementales actuelles (≈10,7 %). Islamabad n'a pas encore donné son accord formel à ces propositions, mettant en avant des contraintes administratives et la réticence à faire peser un nouvel allègement fiscal sur les carburants, dont les recettes sont partagées avec les provinces.

[IMF proposes Rs15.6 trillion tax target for next budget, Pakistan resists new measures - Profit by Pakistan Today](#)

## Crise au Moyen Orient – les autorités sous pression du FMI pour ajuster le prix des carburants

Les autorités pakistanaïses sont sous pression du FMI pour répercuter la hausse des cours du pétrole et du gaz sur les consommateurs, tout en renforçant les transferts ciblés aux ménages vulnérables via une augmentation des allocations du programme Benazir Income Support Programme (BISP) et en reportant certaines hausses de taxes intérieures sur les intrants agricoles.

Depuis le début de la crise, les autorités pakistanaïses n'ont procédé qu'à une seule augmentation du prix de l'essence (+55 PKR/L le 6 mars) et ont depuis maintenu le prix à la pompe en subventionnant le différentiel entre les cours internationaux et le prix payé par les consommateurs. Ce mécanisme était censé être financé par des économies générées dans le cadre du plan d'austérité, mais le coût actuel – environ 50 milliards PKR par semaine, soit 150 millions d'euros – reste insoutenable au regard des marges de manœuvre budgétaires limitées du pays. À terme, Islamabad sera donc contraint de répercuter la hausse des prix internationaux sur le prix à la pompe.

[Pakistan assures IMF fuel costs will be passed on to consumers](#)

## L'inflation s'élève à 7,3% (en g.a.) en mars

Selon les données publiées par le Bureau pakistanaïse des statistiques (PBS – Pakistan Bureau of Statistics), l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (CPI) a été de 7,3 % en glissement annuel en mars 2026, contre 7,0 % en février 2026. Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté de 1,18 % en mars par rapport à février. L'inflation moyenne sur la période juillet-mars 2025-26 s'établit à 5,67 %, en légère hausse par rapport à la même période de l'année précédente. L'inflation urbaine (7,39 %) et rurale (7,17 %) sont toutes les deux élevées, reflétant une diffusion assez large de la hausse des prix sur l'ensemble de la population.

Si l'inflation reste dans la fourchette cible de la Banque centrale (5-7%) et inférieure aux prévisions du ministère des Finances qui tablait sur une inflation comprise entre 7,5%-8,5%, les résultats du mois de mars ne reflètent pas encore complètement l'impact des tensions au Moyen-Orient sur les prix de l'énergie, notamment la hausse du prix des carburants, qui pourrait alimenter l'inflation importée et se répercuter sur les chiffres d'avril.

<https://www.pbs.gov.pk/wp-content/uploads/2020/07/Press-Release-March-2026.pdf>

## La SFI annonce 2,7 Mds USD de financement au Pakistan en 2026

La SFI (International Finance Corporation – IFC), branche du Groupe Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé, a annoncé un engagement de financement d'environ 2,7 Mds USD au Pakistan en 2026, destiné à stimuler le développement du secteur privé, l'expansion des infrastructures et la création d'emplois. Cette annonce a été faite lors d'une réunion entre le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb et une délégation de la SFI, conduite par Simon Andrews.

Cette enveloppe s'ajoute à un portefeuille croissant dans le pays, qui dépasse désormais 2 Mds USD par an, et couvre des instruments visant à renforcer le financement du commerce et des PME via des mécanismes de partage de risques et de garanties, ainsi que le financement en monnaie locale pour réduire les risques liés aux fluctuations des changes et atténuer la dépendance aux devises étrangères.

Parmi les initiatives prévues figurent une facilité de droits de paiement diversifiés et l'émission de green bonds avec une banque locale, reflétant aussi un intérêt pour le financement durable. Les discussions ont mis en lumière la nécessité d'élargir le pipeline de projets bancables dans des secteurs clés tels que l'énergie, le transport et la logistique, tout en renforçant l'écosystème entrepreneurial, les infrastructures de connectivité régionale, et l'engagement entre les acteurs publics et privés pour des politiques économiques plus réactives.

[IFC pledges \\$2.7 billion to boost Pakistan's private sector and infrastructure - Profit by Pakistan Today](#)

## Sri Lanka

### Le chômage reste contenu

Selon le Department of Census and Statistics, le taux de participation au marché du travail s'est établi à 48,8% au 4e trimestre 2025, tandis que le taux de chômage atteignait 3,8%, chiffre stable par rapport au 1er trimestre 2025 mais en baisse par rapport au 3e trimestre 2025 (4,3%). Si le chômage reste faible, le recul du taux d'activité (il atteignait 49,7% au 1er trimestre 2025 mais 47,7% au 4e trimestre 2024) suggère qu'une part plus réduite de la population en âge de travailler participe effectivement au marché du travail.

[Department of Census & Statistics](#)

### Forte chute de l'excédent courant en février

L'excédent courant en février 2026 s'est replié de 67,8% à 117,2 MUSD à comparer à 363,5 MUSD un an plus tôt. Le déficit commercial s'est aggravé pour atteindre 776,1 MUSD et l'excédent des services, affecté par des recettes touristiques plus faibles (en raison de la modification du niveau des dépenses des visiteurs et en dépit d'une hausse des arrivées), a diminué. Les transferts des travailleurs expatriés ont toutefois continué de soutenir les comptes extérieurs, en progressant à 729 MUSD en février (+33% par rapport à février 2025). Sur les deux premiers mois de 2026, le compte courant reste excédentaire à 486,9 MUSD (468,9 MUSD un an plus tôt).

[CBSL](#)

### L'inflation remonte à 2,2% en mars

L'indice des prix à la consommation de Colombo (CCPI) a enregistré une hausse mensuelle de 0,25% en mars. En glissement annuel, elle atteint 2,2% fin mars et 0,9% en moyenne annuelle.

La baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,8% en mars par rapport à février) a été largement compensée par les hausses de prix dans les secteurs de l'électricité, des transports, des biens et services divers, du logement et de l'éducation

[Department of Census & Statistics](#)

### Le Sri Lanka parmi les pays les plus vulnérables en cas de fermeture d'Ormuz :

Le Sri Lanka figure parmi les économies les plus exposées à la fermeture totale du détroit d'Ormuz selon le Kiel Institute. A court terme, c'est-à-dire avant que les chaînes d'approvisionnement puissent réellement se réorganiser, le pays subirait une baisse de 3,47% de son revenu réel et connaîtrait la deuxième plus forte hausse des prix alimentaires avec 15,33 %, derrière la Zambie. Selon les auteurs, cette vulnérabilité s'explique par un effet en chaîne : le choc sur l'énergie se transmet aux produits chimiques, puis aux engrais, avant de se répercuter sur les prix alimentaires.

[Kiel Institut](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
<b>Bangladesh</b>	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi & SER de Washington : [Etat des lieux des négociations de l'accord de commerce entre les Etats-Unis et l'Inde](#)
- SER de New Delhi, Antenne de Bombay, SE de Dhaka, SE de Colombo et SE d'Islamabad : [L'Inclusion financière en Asie du Sud : une convergence d'accès, une divergence d'usage](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)